



Marché n° 2025-AG-01

**Portant sur la Vérification périodique et maintenance des systèmes
de sécurité incendie (S.S.I.) et des dispositifs de désenfumage**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)**

Pouvoir Adjudicateur

La Caisse des Français de l'étranger, désignée ci-après « Pouvoir Adjudicateur » ou « CFE »

160, Rue des Meuniers,

CS 70238 – 77052 Melun Cedex,

77950 Rubelles

Opérateur économique à qui a été attribué le marché

Désigné ci-après « le Titulaire ».

SOMMAIRE

1 - PRESENTATION ET OBJET DU MARCHE	3
2- DESCRIPTION SOMMAIRE DES LIEUX	3
3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	4
4 - DEFINITION DES PRESTATIONS	6
5 – DETAILS DES PRESTATIONS	8
6- DELAIS D’INTERVENTION	12
7 - MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
8 - RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT	16
9 - SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL	16
10 - REGISTRE DE SECURITE	16
11 - FIN DE MARCHE	17

1 - PRESENTATION ET OBJET DU MARCHE

Le présent lot a pour objet la vérification périodique ainsi que la maintenance préventive et corrective des installations concourant à la sécurité des locaux de la CFE contre le risque d'incendie. Ces prestations devront être réalisées conformément aux dispositions réglementaires et aux normes en vigueur à la date de notification du marché.

Répartition du marché

Le marché se décompose comme suit :

- Vérification périodique et maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) et des dispositifs de désenfumage ;
- Création des plans d'évacuation et d'intervention, incluant :
 - les consignes de sécurité,
 - les plans d'intervention,
 - les plans d'évacuation

2- DESCRIPTION SOMMAIRE DES LIEUX

La Caisse des Français de l'Etranger (CFE) est une caisse de sécurité sociale ayant pour vocation et mission exclusives d'assurer les expatriés. Son effectif actuel est d'environ 200 salariés.

Les prestations à fournir s'exerceront au siège social de la CFE situé au 160 rue des Meuniers 77950 Rubelles ainsi que sur le site du 19 rue de la Pépinière 75008 Paris.

2.1- Description des locaux

La Caisse des Français de l'Etranger est composée de 2 bâtiments à usage de bureaux.

Le bâtiment A est composé de 4 niveaux (R-1 à R+2) et le bâtiment B est composé de 5 niveaux (R-1 à R+3). Les différents niveaux sont desservis par deux escaliers pour chaque bâtiment.

Les différents niveaux sont desservis par deux ascenseurs pour chaque bâtiment. Les ascenseurs du bâtiment B disposent d'un local refuge à chaque niveau (sauf au RDC).

Les bâtiments sont reliés par leur rez-de-chaussée et par une passerelle au R+2.

Le sous-sol est à usage de parc de stationnement, d'archives et de locaux techniques.

Le siège social comprend deux bâtiments sur une parcelle de 7000 m2.

- Le 1er bâtiment se compose de quatre niveaux : Sous-sol occupé par :
 - locaux de stockage fournitures et imprimés,
 - locaux d'archives,
 - locaux techniques (onduleur, autocom, machineries ascenseurs, locaux maintenance),

Rez-de-chaussée comprenant :

- une salle informatique,
- des bureaux contenant du matériel informatique.

Deux étages comprenant :

- des ensembles de bureaux contenant du matériel informatique.

Soit une surface totale de 3613 m² hors œuvres.

- Le 2ème bâtiment se compose de cinq niveaux : Sous-sol occupé par :
 - locaux techniques (onduleur, autocom, machineries ascenseurs, locaux maintenance),
 - locaux chaufferie et pompe à chaleur, production froide, groupe électrogène
 - parkings.

Rez-de-chaussée comprenant :

- l'accueil,
- la cafétéria
- une salle informatique
- des bureaux contenant du matériel informatique

Trois étages comprenant :

- des ensembles de bureaux contenant du matériel informatique.

Soit une surface totale de 3550,85 m² hors œuvres dont environ 2666 m² de parking souterrain.

Depuis fin 2017, notre établissement est soumis à la réglementation du Code du Travail.

2.2- Les moyens de protection

La CFE est équipée :

- d'un système de détection d'incendie et d'une centrale reliée à la télésurveillance ;
- d'un système alliant une détection à une extinction automatique dans les salles informatiques.

3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Les bâtiments A et B sont équipés d'une centrale de détection unique COPAS 1 000 DELTA256.

La salle serveur du Bâtiment A dispose d'une centrale autonome avec un système de détection automatique et un report d'alarme et une extinction automatique gaz FM200.

La salle serveur du Bâtiment B dispose d'une centrale autonome avec un système de détection automatique et d'un report d'alarme et une extinction automatique gaz FM200.

Un système composé d'un moteur de réarmement automatique intégrés dans l'ensemble des volets et clapets coupe-feu pour nos systèmes de désenfumage et de compartimentage. La commande de réarmement automatique de ces DAS se fera par le biais de 3 boîtiers de commande. Ces travaux sont en cours de finalisation et seront réceptionnés avant la notification du marché. A l'issue des travaux, le titulaire effectuera la maintenance de ces équipements intégrés dans le coût forfaitaire de la maintenance.

Localisation	Descriptif des installations	Quantités
Bâtiments A et B	<u>Système de Détection Incendie (S. D. I.)</u>	1 Baie constituée d'un SDI – COPAS 1000 71 Détecteurs optiques adressables 23 Détecteurs optiques conventionnels 2 Détecteurs linéaires de fumées adressables 32 Déclencheurs manuels adressables 1 report d'alarme
	<u>Système de Mise en Sécurité Incendie (S. M. S. I.)</u>	1 Baie constituée d'un CMSI - Delta 256 30 Eléments déportés CMSI 2 Eléments déportés pour signalisation A.E.S. 20 DAS 37 Diffuseurs sonores 56 Diffuseurs lumineux 14 Portes coupe-feu 25 volets coupe-feu 3 Ouvrants de désenfumage 1 DAC treuil pneumatique 10 moteurs extracteurs 1 moteur soufflage
	<u>AUTRES MOYENS DE SECOURS</u>	203 BAES 105 Extincteurs
Salle informatique – Bâtiment A	<u>SSI EXTINCTION AUTOMATIQUE A GAZ INERTES ET INHIBITEURS</u>	1 Coffret de relayage équipé 1 zone d'extinction KIDDEX II 1 Commande manuelle 1 Diffuseur sonore 3 Alarmes visuelles (panneaux lumineux) 1 Ens Réservoirs de gaz extincteurs FM 200 1Ens Réseaux et ses modules (buses, nourrices, ...).
Salle Informatique Bâtiment B		1 DECT équipé d'une zone d'extinction COPAS Z6E 1 Commande manuelle 2 Diffuseurs sonores 2 Alarmes visuelles (panneaux lumineux) 2 Ens Réservoirs de gaz extincteurs IG 01

		1En Réseaux et ses modules (buses, nourrices, ...).
--	--	---

Le recensement des équipements a été effectué par la CFE. Au cours de la visite, si le Titulaire constate une erreur sur cette liste, il doit impérativement la signaler à la CFE. A défaut, il ne peut arguer d'un complément de prix en cours d'exécution du marché.

4 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Ce présent marché est à obligation de résultats.

D'une manière générale le titulaire est responsable de l'entretien des installations fixes, du diagnostic précis en cas de panne, du dépannage et de la réparation de l'ensemble de ces installations et équipements de détection incendie, d'extinction automatique à gaz, de désenfumage, des BAES et des extincteurs.

Les visites de maintenance et les interventions s'effectueront tous les jours ouvrés de 8h30 à 17h00 sur rendez-vous.

Le titulaire doit être joignable 7/7 J – 24/24 soit par téléphone soit par mail.

Les visites des sites de Rubelles et de Paris sont obligatoires. Au cours de sa visite de site, le candidat signale toute anomalie constatée, oubli ou imprécision. A défaut, en cours de marché, le titulaire ne pourra en aucun cas faire état d'imprécision ou d'oubli concernant les prestations demandées pour demander un coût supplémentaire.

4.1- Maintenance préventive

Le titulaire s'engagera sur la maintenance préventive du matériel selon les prestations définies et permettant d'assurer le fonctionnement normal et régulier des équipements concernés par le marché.

Le titulaire assure l'entretien au nombre de deux visites par an.

Après notification du marché, lors de la première opération de vérification, le titulaire établira un relevé détaillé de l'ensemble des installations sur lesquelles il va intervenir et établira un dossier complet par bâtiment (tableaux et plans des bâtiments).

Cette prestation ne donnera pas lieu à facturation supplémentaire.

Le titulaire détaillera avec plus de précision, les prestations à réaliser sur les équipements décrits dans le présent CCTP dans son mémoire technique.

Le titulaire assume la responsabilité de la maintenance des équipements qui sont définis dans le présent CCTP et ceux acquis durant l'année, et s'engage à y affecter des techniciens aptes à assurer le niveau de qualité de service requis.

Les pièces, main d'œuvre et déplacement supplémentaires à la suite de la vérification annuelle sont comprises dans l'offre (hormis les batteries).

Les candidats proposeront un montant forfaitaire pour la prestation de maintenance préventive. Le prix de ces prestations est forfaitaire et ne pourra donner lieu à aucune facturation supplémentaire.

4.1.1– Dates et heures de visite

L'entretien préventif sera en priorité effectué pendant les jours et heures ouvrés. Les dates et les horaires de chaque intervention seront fixés d'un commun accord entre la CFE et le représentant du titulaire. Toutes les dispositions seront prises pour remettre en service les installations après l'intervention.

4.1.2– Rapport de visite

A chaque visite, le personnel d'intervention établit un rapport de maintenance détaillé dans un délai de 8 jours ouvrables et un bon d'intervention sur lequel il atteste que les opérations prévues dans le présent marché, ont bien été effectuées. Il indique les dates et heures de début et de fin de ces interventions.

Il porte les informations telles que : anomalies constatées, usures de certains organes, risque de détérioration, ...

Cette intervention est également inscrite sur le registre de sécurité de la CFE.

Dans le cas où, pour rendre l'installation en état de fonctionnement, des réparations s'avéraient nécessaires, la liste de ces réparations sera mentionnée au rapport.

4.2- MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective a pour objectif de remettre l'équipement ou l'installation concernée dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité. Elle intègre la maintenance palliative (dépannage même provisoire) et la maintenance curative (opérations destinées à remettre en ordre une installation suite ou pas à un dépannage. Aucune intervention de maintenance corrective ne peut remplacer une visite de maintenance préventive. La maintenance corrective concernera également l'ensemble des Dispositifs Actionné de Sécurité (DAS) (ventouses de portes coupe-feu, commande de clapets coupe-feu, commande des coffrets de relaying, moteurs, trappes, porte coupe-feu, verrouillage, boîtier à clé, etc...).

Pour les opérations de maintenance corrective (dépannage, réparation), tout incident sur les installations objet du présent marché peut entraîner des conséquences indésirables et nécessite une réactivité importante de la part du titulaire.

La maintenance curative sera effectuée après devis préalable présenté par le titulaire et après émission d'un bon de commande par la CFE. Les frais de main d'œuvre et de déplacement sont facturés au coût indiqué dans le BPU.

Le titulaire du présent marché a pour obligation d'intervenir sans limitation de nombre, de réparer et de redémarrer les installations techniques dans les délais les plus brefs.

Le titulaire s'engage à être disponible par téléphone ou par courriel afin d'assurer une prise en compte des demandes d'interventions 7 jours sur 7 24h/24, à intervenir en cas de panne et sur demande de la CFE ou de la télésurveillance dans les délais définis dans le présent marché.

4.3 PRESTATION HORS FORFAIT

Les interventions n'entrant pas dans le cadre de la maintenance à redevance forfaitaire seront réalisées en dépenses contrôlées, sur bon de commande réalisé par la CFE. Pour les interventions non comprises dans les prestations forfaitaires, le titulaire établira un devis (main-d'œuvre, déplacement, pièces) qui sera remis à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Dans le cas où une nouvelle réglementation impose une modification des installations, le titulaire doit fournir un devis des travaux nécessaires à la mise en conformité.

Le titulaire devra indiquer les tarifs de main d'œuvre et de déplacement ainsi que le taux éventuel de remise sur les pièces détachées dans le document joint en annexe.

Pour tous les travaux de rajout de matériels, la CFE demandera un devis au titulaire. Cependant, la CFE se réserve le droit de retenir une autre société pour ces dits travaux. Toutefois, le titulaire devra assurer la maintenance des matériels nouvellement installés (avenant au présent marché), même si cette dernière n'a pas réalisé les travaux.

5 – DETAILS DES PRESTATIONS

5.1 VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET DES DISPOSITIFS DE DESEMFUMAGE

5.1.1– Liste des équipements

Un tableau faisant mention de nos différentes zones de détection automatique et manuelle (ZDA/ZDM), zones de compartimentage (ZC) et zone de mise en sécurité (ZS) est fourni en annexe (Tableau ZDA ZDM).

NB : cette liste concerne que le nouveau bâtiment.

5.1.2- Principaux textes applicables :

Code du travail, art. R4224-17

- ✓ Norme NF S 61-933 "Système de Sécurité Incendie (SSI) - Règles d'exploitation et de maintenance"
- ✓ Règle APSAD R7 "Détection automatique d'incendie"

5.1.3- Périodicité

- ✓ Semestrielle

5.1.4 - Nature des prestations

Les opérations de vérification périodique et de maintenance seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement à la norme NF S 61-933 et à la règle APSAD R7. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

- Système de sécurité – Catégorie A
- Vérification du tableau de signalisation
 - Contrôle des étiquettes (vignettes NF, plaquettes de références)
 - Vérification de l'alimentation électrique (EDF)
 - Système de protection et d'isolement signalisation
 - Vérification des batteries
 - Charges, signalisations

- Protection, connexions
- Vérification de la source auxiliaire d'avertissement
- Vérification des cartes électroniques
- Simulation d'une alarme par zone
- Simulation d'un dérangement par zone – court-circuit, mise à la terre, enlèvement)
 - Vérification des signalisations sonores et lumineuses
 - Vérification des temporisations
 - Vérification de la transmission des informations du tableau de signalisation vers le centralisateur
 - Vérification du système de mise hors service des zones
 - Vérification du centralisateur de mise en sécurité
- Contrôle des étiquettes (vignettes NF, plaquettes de références)
- Vérification de l'alimentation électrique (EDF)
 - Système protection et d'isolement
 - Signalisation
- Vérification des batteries
- Charges signalisations
- Protection, connexions
 - Vérification des cartes électroniques
- Simulation d'une commande d'asservissement par fonction
- Simulation d'un dérangement de ligne par fonction – court-circuit, coupure)
 - Vérification des signalisations sonores et lumineuses
 - Vérification des temporisations
 - Vérification du système de mise hors service des asservissements
 - Vérifications des détecteurs et des déclencheurs manuels
- Test fonctionnel (bombe de test, clef de test ou autre)
- Test des dérangements (court-circuit, enlèvement)
- **Vérification des sirènes ou des boîtiers d'alarme de sécurité**
- **Vérification du fonctionnement des asservissements**
- **Vérification des reports d'alarme**
- **Essais fonctionnels du système de détection incendie (S.D.I.)**
 - Signalisation d'alarme feu par sollicitation :
 - de tous les détecteurs d'incendie
 - de chaque déclencheur manuel
 - Signalisation de dérangement
 - Essais T.R.E., T.R.C.
- Essais fonctionnels du système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)
 - Maintenance fonctionnelle du S.M.S.I.
 - Contrôle de la fonction d'évacuation

- Contrôle de la fonction de compartimentage
- Contrôle de la fonction de désenfumage
- Contrôle de la fonction d'extinction automatique à gaz
- Essais fonctionnels de l'équipement d'alarme
 - ☐ Extinction automatique à gaz
- Essais fonctionnels de l'installation extinction automatique à gaz
 - Contrôle des modifications éventuelles
- Essais fonctionnels de la partie extinction

5.1.5 – Autres travaux

- ☐ Reconditionnement des détecteurs de fumée

L'ensemble des détecteurs automatiques d'incendie de type optique de fumée ont été remplacés en mars 2020.

Toutefois, le titulaire proposera dans sa remise de prix, le remplacement des détecteurs automatiques d'incendie répondant aux normes en vigueur pendant la durée du contrat. Le reconditionnement des détecteurs se fera dans le respect des prescriptions du constructeur eu égard aux conditions d'utilisation.

- ☐ Test d'étanchéité

Après travaux ayant modifié l'enveloppe des locaux (perçements, passage de câbles ou de canalisation, cloisonnement,), le titulaire devra réaliser des travaux de rebouchage étanche de type mousse expansée ou plâtre pour obturer d'éventuel trou permettant d'effectuer le test à l'infiltromètre, destiné à vérifier l'étanchéité des locaux protégés par un système d'extinction automatique à gaz situés dans les bâtiments A et B.

Dispositif de désenfumage

5.1.6 - Principaux textes applicables

- 5.1.6.1 Code du travail, art. R4224-17
- 5.1.6.2 Règle APSAD R17 "Systèmes de désenfumage naturel"

5.1.7- Périodicité

5.1.7.1 Semestrielle

5.8- Nature des prestations

- Opérations de maintenance préventive
 - Contrôle visuel de l'aspect général de l'installation
 - Vérification de l'accessibilité des commandes
 - Ouverture par mise en œuvre de l'installation avec manipulation conforme à la procédure

relative à la commande en place

- Remplacement des cartouches CO2
- Vérification du verrouillage en position ouverte
- Contrôle des gonds et du mécanisme d'ouverture
- Contrôle de l'angle d'ouverture des appareils mécaniques
- Contrôle des vérins pneumatiques pour les appareils pneumatiques
- Contrôle de débit du désenfumage
- Lubrification des charnières
- Vérification du fusible thermique et de son calibrage pour les asservissements mécaniques
- Vérification du thermofusible et du calibrage des ampoules
- Vérification du débit utilisé par les cartouches CO2 et de la concordance de leur poids
- Fermeture par mise en œuvre du système existant
- Vérification du verrouillage en position fermée
- Plombage des organes de commandes mécaniques et ou pneumatiques
- Numérotation de chaque ouvrant ou exutoire de fumée afin de les identifier depuis le sol
- Signature du registre de sécurité
- Etablissement d'un rapport de visite détaillé

▪ Entretien des exutoires

- Ouverture de l'appareil
- Vérification de la tension des ressorts d'ouverture ou des vérins
- Vérification de l'état des joints
- Vérification des articulations
- Réglage du système de déclenchement (verrou...)
- Vérification de l'état des fusibles et remplacement éventuel à l'identique selon l'état
- Redressage éventuel des bras ou tiges de poussée
- Fermeture de l'appareil, contrôle des verrouillages
- Vérification des vis de fixation du cadre extérieur et resserrage si nécessaire
- Essais d'ouverture et de fermeture en présence du propriétaire ou de son représentant à leur demande

▪ Entretien des commandes à distance treuil sécurité incendie

- Contrôle de l'accessibilité des commandes
- Déplombage de l'appareil
- Manoeuvre d'ouverture
- Vérification du câble et du tube de liaison
- Vérification des points de fixation et des poulies de renvoi
- Fixation du boîtier et des poulies si nécessaire
- Graissage des parties mécaniques si nécessaire
- Plombage de l'appareil et remplacement éventuel de la glace à briser

5.2 CREATION DE PLANS D'EVACUATION ET D'INTERVENTION

- Mise à jour des plans d'évacuation et d'intervention

Le titulaire a à sa charge la mise à jour, la dépose des anciens plans et la pose de nouveaux plans d'évacuation et d'intervention en cas de modification ou de travaux au sein de la CFE.

6- DELAIS D'INTERVENTION

Le titulaire du présent marché doit être en mesure d'intervenir en respectant les délais suivants :

6.1- POUR LES SSI ET LE SYSTEME DE DESENFUMAGE

Les dépannages peuvent être effectués du lundi au vendredi de 8H30 à 20H00 :

- Délai d'intervention 4 h
- Délai de dépannage 4 h
- Production de devis 48h
- Délai de réparation définitive 72h

À la suite de ces interventions de dépannage, le titulaire propose pour les réparations et changement de matériel si cela s'avère nécessaire, un devis au maître d'ouvrage.

Le « temps d'intervention » comprend la durée entre l'heure de l'appel téléphonique et l'arrivée sur site du personnel d'astreinte afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions qui s'ensuivent.

Le « temps de dépannage » correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction même provisoire de l'installation.

Le « temps de réparation » correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction définitive de l'installation.

Dans le prix sont prises en compte certaines pièces, la main d'œuvre de réparation et les déplacements sur le site.

6.2- INTERVENTIONS HORS PERIODE D'OUVERTURE

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun. Par ailleurs, toute intervention pourra, à l'initiative du titulaire et en accord avec la CFE, être commencées et/ou poursuivie en dehors de la période d'intervention, jusqu'à la correction ou l'élimination du

problème. Aucun supplément de prix ne pourra être facturé si la demande émane du Titulaire. Si la demande émane de la CFE, le titulaire sera rémunéré selon les conditions prévues dans le BPU.

Les opérations génératrices de bruit sont réalisées suivant un horaire obligatoirement défini en accord avec la CFE, si nécessaire, en dehors de la présence du personnel. Quel que soit l'horaire retenu, ces dispositions n'ouvriront pas droit à indemnité particulière.

6.3- DUREE MAXIMALE D'INDISPONIBILITE

Une durée d'indisponibilité, de tout ou partie de l'installation, pendant l'intervention du titulaire **ne peut dépasser 72 heures**.

Lorsque le titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité réelle va dépasser la durée de base indiquée ci-dessus, il en informe le représentant de la CFE et définit avec lui les moyens de sécurité à mettre en œuvre pendant cette carence. Les moyens mis en œuvre sont à la charge du titulaire.

6.4 - DELAI D'INTERVENTIONS URGENTES

Les dépannages et réparations urgents sont effectués dans **un délai maximal de 4 heures** qui suivront l'appel téléphonique ou le mail.

6.5 - ASTREINTE

Dans le cadre de l'astreinte, le titulaire assurera les dépannages 24h/24 7j/7 en ce qui concerne la détection incendie et le désenfumage. Si une intervention s'avère nécessaire, un technicien se rendra sur les lieux selon les délais demandés ci-dessus.

Le candidat dans sa remise de prix indiquera le coût d'une astreinte avec déplacement d'un technicien dans les délais de l'offre de base.

7 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1- OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire a une obligation de résultat. Elle doit livrer au Maître d'ouvrage l'ensemble des installations en complet et parfait état de fonctionnement en conformité avec la réglementation, les prescriptions, les modalités d'intervention décrites dans le présent document. Il doit toutes les fournitures de base et les prestations nécessaires pour obtenir ce résultat.

Les prestations prévues comprennent l'entretien des équipements et les vérifications réglementaires, ainsi que les dépannages.

Le remplacement des pièces et de matériels rendus nécessaire, à la suite des opérations de maintenance ou à la suite d'un incident, sont fournis hors forfait. Dans ce cas, ces interventions font l'objet d'un devis et d'une facturation séparée soumis au préalable à l'accord de la CFE.

7.2- INCIDENTS NON COUVERTS

Le titulaire devra préciser dans son offre la liste des incidents non couverts par la garantie.

7.3- COMPTE RENDU D'INTERVENTION

A l'issue de chaque appel et/ou intervention, le titulaire du marché établira un **rapport d'intervention**, comprenant les renseignements suivants :

- ✓ Date et heure de début et de fin d'intervention
- ✓ Nom du technicien
- ✓ Diagnostic de la panne
- ✓ Nature des travaux effectués
- ✓ Pièces remplacées
- ✓ Les observations jugées utiles (bâtiment concerné).

Un **rapport annuel d'activité** sera également transmis par le titulaire. Ce document fera apparaître :

- ✓ Les travaux d'entretien et de dépannage réalisés dans l'année écoulée.
- ✓ Le tableau récapitulatif du respect des périodicités de maintenance faisant apparaître pour chaque équipement la date de la dernière maintenance préventive et mettant en exergue les équipements tiers pour lesquels les délais sont dépassés.
- ✓ Un historique des incidents comprenant :
 - Les moyens mis en œuvre pour rétablir le fonctionnement
 - L'analyse des causes
 - Des préconisations pour éviter que ce type d'incident ne se renouvelle
- ✓ L'évolution des indicateurs de maintenance
- ✓ Des statistiques concernant la sécurité
- ✓ Une prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit.

Ces documents seront ensuite envoyés, par le titulaire du marché, à supportdga@cfe.fr.

7.4– RAPPORT

Le titulaire à envers le maître d'ouvrage une obligation de conseil et d'assistance technique.

A ce titre, il produit :

De suite un rapport écrit s'il constate un danger immédiat pour le matériel ou les personnels, voire usagers de service sur l'un des matériels qu'il maintient au titre de ce marché.

Dans les 72 heures qui suivent la fin de l'intervention portant maintenance générale, un rapport précis et circonstancié indiquant :

- Les travaux d'urgence relevant de la sécurité qu'il faut immédiatement entreprendre
- Les travaux d'amélioration et d'entretien du réseau à court terme (<1 an) qu'il faut réaliser.
- Les travaux de rénovation et de modernisation du réseau (> 1 an) qui devront être envisagés.

Il procède à une estimation sommaire des dépenses sans pour autant que cela constitue une obligation pour le maître d'ouvrage de lui attribuer la prestation correspondante.

Sont également incluses les mises à jour des plans et schémas de fonctionnement sous fichier informatique des matériels et systèmes inclus dans le dossier technique.

Ces rapports ainsi que les bons d'intervention et devis seront remis sous format dématérialisé, par mail à l'adresse courriel suivante :

supportdga@cfe.fr

7.5 - LISTE DU PERSONNEL

Lors des visites de maintenance, les équipes d'intervention seront en qualité et quantité suffisantes pour mener à bien l'ensemble des prestations.

La liste nominative comportant entre autres les expériences professionnelles des agents et encadrement qui aura été remise lors de la conclusion du marché devra être actualisée en tant que de besoin 15 jours avant la date d'intervention de l'opération générale de maintenance.

Le prestataire utilise son propre matériel et ses instruments de mesure et dispose de son magasin central pour s'approvisionner sur le champ en petites pièces détachées incluses dans le marché.

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites doit disposer d'une qualification professionnelle portant sur les équipements et le système faisant l'objet du contrat. Le titulaire s'engage à intervenir avec du personnel de compétences parfaitement adaptées aux installations du présent marché.

Ces pièces devront être transmises à la notification du marché dans les 15 jours suivants.

En cas de changement de personnel, une transmission des pièces devra nous parvenir sous 8 jours.

7.6 - QUALIFICATIONS DU PERSONNEL

Le titulaire devra fournir dans son offre technique une attestation portant mention des spécialités pour lesquelles elle est qualifiée et reconnue comme telle par l'organisme professionnel auquel est rattaché sa profession.

7.7 – INTERLOCUTEURS DEDIES

Les candidats indiqueront dans leurs mémoires techniques, pour chaque type de vérification listé du présent CCTP, le nom et les coordonnées (numéro de téléphone portable + adresse courriel) de la personne responsable et de son remplaçant ainsi que les coordonnées du réfèrent d'astreinte.

7.8 - MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LA CFE

Il sera mis gratuitement à disposition du prestataire, l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches relevant de ses prestations.

7.9 - CONSOMMABLES ET PIECES DETACHEES

Le titulaire fournit tous les produits et ingrédients (chiffon, huile, graisse, antigel, solvants, détartrants, etc.) , les petits matériels (voyants, relais, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc....) les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations. Hormis, les batteries toutes les autres fournitures nécessaires au bon fonctionnement du SSI sont incluses dans le prix forfaitaire du marché.

Les pièces et équipements dont le remplacement est préconisé (à la suite des opérations de maintenance préventive et corrective ou rendu nécessaire à la suite d'un incident) sont intégrés dans la partie globale et forfaitaire du marché.

Les pièces détachées de remplacement seront conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché et que l'évolution des techniques ne permette pas l'installation de pièces plus perfectionnées ou de rendement supérieur.

Tout changement de caractéristiques, doit être immédiatement signalé par écrit au service de gestion du patrimoine via l'adresse électronique : supportdga@cfe.fr. Dans tous les cas, les pièces devront être des pièces dites équivalentes aux pièces d'origine, et le titulaire devra respecter les règles d'associativité entre matériels. Il appartient au titulaire de faire en temps voulu les démarches nécessaires pour l'achat de ces produits et matériel compte tenu des délais d'approvisionnement.

Si le titulaire est à l'origine d'un incident, la réparation est entièrement à sa charge quel que soit le montant des fournitures.

7.10 - REGLEMENT SPECIFIQUE

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent C.C.T.P. est soumis aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministérielles, préfectoraux, communaux en vigueur au moment de l'offre, et en particulier les normes suivantes :

- NF S 61-930 à NF S 61-940, NF C 61-950, NF C61-961
- Normes de la série NF EN 54, NF C 48-150
- NF C 71-800 – NF C 71-801 – NF C 71-805 – NF C 71-820 – NF C 71-830
- NF C 15-100
- Les spécifications données par les fabricants des matériels, propres aux installations à entretenir.

7.11- VISITE DES LOCAUX

Afin d'élaborer leur proposition, les candidats doivent effectuer une visite du site.

Après avoir effectué la visite, il est réputé avoir pris connaissance des lieux et bâtiments, en conséquence, il déclare connaître et avoir pris connaissance des difficultés d'exécution des travaux de maintenance et d'entretien.

S'il constate des anomalies au cours de la visite, il doit le signaler au Pouvoir Adjudicateur sur la plateforme achats publics.

A défaut, il ne peut prétendre à une modification ou à une hausse de son prix en cours d'exécution du marché.

8 - RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries, etc. T o u s les déchets sont évacués immédiatement par le titulaire, il n'y aura donc pas de stockage sur site.

9 - SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Le titulaire ainsi que ses éventuels cotraitant et sous-traitants se conformera aux dispositions réglementaires applicables en matière de santé et sécurité au travail lors de l'intervention d'une entreprise extérieure sur le site de la CFE, et notamment les dispositions réglementaires prévues aux articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail.

10 - REGISTRE DE SECURITE

Le titulaire du marché doit renseigner le registre de sécurité de l'établissement, de l'existence du contrat et protocole d'intervention qui le lie au bon fonctionnement de l'établissement et de ses rapports périodiques de contrôles des équipements du système de sécurité incendie. Il doit y consigner toutes ses interventions et essais.

Il est demandé au titulaire d'être obligatoirement présent lors des passages du bureau contrôle de sécurité. Pour s'assurer de sa présence, le titulaire est convoqué 1 mois à l'avance par la CFE. Avant le passage du bureau de contrôle, il s'assure avec un représentant du maître d'ouvrage, en procédant par sondage, du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements.

Le titulaire du marché a obligation de remédier aux remarques formulées par la commission de sécurité.

A l'issue des visites de la commission, le titulaire est destinataire du rapport, il doit alors :

- ✓ Analyser le rapport de la commission pour le matériel qui le concerne,
- ✓ Mettre en place les actions correctives pour répondre aux observations en produisant, sous quinzaine, les devis nécessaires et le planning d'intervention pour réaliser la levée des réserves,
- ✓ Informer par écrit le chef d'établissement des actions réalisées et, le cas échéant, des réserves restantes à lever.

Conformément au règlement de sécurité pour les SSI de catégorie A et B, le titulaire préalablement prévenu, au moins 15 jours avant, par le chef d'établissement, est obligatoirement présent lors des vérifications trisannuelles assurées par le bureau de contrôle.

11 - FIN DE MARCHE

Le Titulaire fournit un rapport de l'état de fonctionnement de l'ensemble des installations des équipements dont il a la charge, incluant les travaux non réalisés et ce 3 mois avant la date d'échéance du marché.